SUITE À UNE DÉCISION DE DÉMOLITION SIGNÉE PAR L'APC DE BOUIRA

Les gendarmes reculent face à une tentative de suicide collectif

Plusieurs citoyens concernés par les constructions illicites et pour lesquels la commune avait décidé de démolir, se sont regroupés hier lundi devant leurs bâtisses sises au quartier Ouled Bellil afin de faire barrage à cette entreprise de démolition.

Sur les lieux, alors que le maire essayait d'expliquer aux concernés le caractère illégal de leurs bâtisses et la nécessité de les démolir, en leur rappelant qu'il ne faisait qu'appliquer les lois de la République, alors que les gendarmes étaient déployés en force pour appliquer ces décisions de démolition, les dizaines de citoyens concernés, et ne pouvant voir le fruit de leurs économies détruit en quelques minutes, ont décidé de se mettre tous sur la voie publique pour empêcher les bulls d'avancer à moins de passer sur leurs corps.

Voyant cela, les gendarmes ont reculé mais pour essayer de raisonner les concernés du caractère irréfutable de la démolition. Le maire présent, et voyant ces cas désespérés et connaissant la majorité de ces citoyens, a téléphoné au wali pour essayer de trouver une solution mais le wali, et selon les dires du maire, a maintenu la décision de démolir et a même préconisé l'appel des renforts de la gendarmerie. Chose qui a été faite mais avec l'arrivée des renforts, c'est le porte-parole des citoyens concernés par ces démolitions, en l'occurrence Tali Slimane qui possède une bâtisse illicite sur les lieux, qui est monté au troisième étage de sa bâtisse et au moment où il lisait la Fatiha pour se lancer dans le vide, tout le monde avait accouru pour le raisonner depuis le maire jusqu'au chef des gendarmes qui lui promettaient de surseoir à la démolition, en passant par ses propres enfants, des enfants âgés et mariés, qui pleuraient en craignant pour la vie de leur père, et les dizaines de présents qui étaient en colère.

Finalement, tout s'était bien passé et les gendarmes ont tenu parole en quittant les lieux mais en invitant les concernés qui, faut-il le souligner, ont tous bâti sur leurs propres lots mais sans avoir le permis de construire, d'essayer de régulariser leurs situations.

Espérons que le wali fera quelque chose et se montrera plus humain qu'il ne l'a été hier lundi en se confinant dans son bureau et en donnant des ordres à un maire désarmé face aux larmes des gens, - nous l'étions tous - des hommes qui avaient l'âge de son père.

Y. Y.

Photo : DR

La bâtisse de Tali Slimane que l'APC voulait démolir.

GUELMA

Va-t-on vers le blocage de l'APC ?

Que se passe-t-il à l'APC de Guelma ? C'est la question que se posent les habitants de la ville du 8-Mai-1945 depuis plusieurs jours.

Même si des tractations sont en cours, tout porte à croire que la guerre des tranchées entre les élus des différents partis qui siègent dans cette assemblée a du mal à prendre fin. Pour rappel, le Conseil de la commune de Guelma comporte 33 élus, dont 12 d'obédience FLN, 5 RND, et 4 respectivement MPA, PT, MEN, et AAV.

La dernière session du Conseil communal qui s'est terminée en queue de poisson révèle une fois encore que la guerre de clans qui divise les élus est plus vivace que jamais. Toute cette durée ne l'a pas altérée. La crise est au sein même des élus d'un même parti, le FLN, qui détient la présidence. 23 élus ont lancé, il y a quelques jours, une pétition pour demander la destitution du maire. Objectif : faire pression pour revoir la répartition des postes de vice-présidents, de délégués communaux et de présidents de commissions qui, selon les contestataires, «sont confiés arbitrairement à une minorité». En vain, pour l'instant. Puisque ces mêmes élus n'ont pas réussi à se faire entendre. C'était le cas lors de la session ordinaire du 9 novembre dernier.

En effet, le maire qui, selon une source proche, «reste ouvert au dialogue pour revoir la composante de son exécutif», a convoqué une session ordinaire. Mais, étant désintéressés des travaux de cette séance, les protestataires ont boudé cette initiative en la boycottant purement et simplement.

L'ambiance est devenue électrique et le ton est monté entre les deux parties, qui se sont séparées dos à dos, dans une atmosphère bien tendue faite de débat de sourds. C'est dire que si rien n'est fait rapidement pour remédier aux divergences, l'APC de Guelma voguera de crise en crise.

N. Guerguour

BOU ISMAÏL (TIPASA)

15 kg de kif découverts au domicile d'un dealer

Près de 15 kilogrammes de kif traité ont été découverts au domicile d'un dealer à Bou Ismaïl, ville côtière située à 40 kilomètres d'Alger.

La cellule de communication de la police de Tipasa a rendu public récemment, un communiqué où il est fait état du démantèlement d'une bande de malfaiteurs qui s'approvisionnait en stupéfiants auprès d'un certain B. M., lui-même soupçonné de commerce et de transport de drogue au niveau de la ville de Bou Ismaïl au profit de plusieurs nids de malfaiteurs résidants dans cette ville. Selon le communiqué de la police, le suspect, B. M., a fait l'objet d'une traque sans merci de la part des services spécialisés de la Brigade de recherche et d'investigation de la police de Bou Ismaïl. Cette traque, à l'origine d'une surveillance assidue et d'opérations d'investigation soutenues, a été payante, sachant que le dénommé B. M., principal suspect, a fait l'objet d'un mandat de perquisition au niveau de son domicile où la police a retrouvé sept morceaux de kif traité représentant près de 37 grammes, mais malheureusement le suspect a pris la fuite.

Au cours des recherches, des aveux ont permis de savoir que ce suspect, B. M., avait caché son stock de stupéfiants dans la maison d'un autre comparse, où la police a retrouvé enfoui dans un grand jerrican découpé, un sachet poubelle dans lequel se trouvaient plusieurs petits sachets contenant des plaquettes de stupéfiants dédiées à la vente, au nombre de 29 et représentant un poids total de près de 15 kg.

La bande de délinquants appréhendée composée de six personnes dont l'âge moyen est de 28 ans, excepté un vieux de 65 ans, a été présentée devant le procureur de la République près le tribunal de Koléa, qui a placé les délinquants sous mandat de dépôt, en attendant que le magistrat instructeur statue sur leur cas.

Houari Larbi

AÏN-TÉMOUCHENT

4 kilos de kif saisis

Les éléments de la lutte contre les stupéfiants de la wilaya de Aïn-Témouchent ont réussi au cours de la semaine à démanteler une bande organisée spécialisée dans le commerce de la drogue.

Usant de divers procédés pour ne pas être débusquée, cependant le professionnalisme des éléments de la brigade anti-stupéfiants ont réussi à anéantir les membres de cette bande, saisir 4 kilos de kif traité et arrêter tous les membres, à leur tête le baron âgé de 47 ans et qui réside à Aïn-Témouchent ainsi que ses deux complices âgés de 26 ans et 32 ans.

Les investigations menées par les policiers ont permis d'identifier le chef de cette bande qui était en contact permanent avec des personnes en territoire chérifien.

Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Aïn-Témouchent qui a transmis le dossier au juge d'instruction qui a décidé de les incarcérer pour possession et commercialisation de drogue.

S. B.

RELIZANE

La prévention sanitaire en débat

La Direction de l'éducation de la wilaya de Relizane en collaboration avec celle de la santé et de la population a organisé une journée d'étude et de sensibilisation sur la prévention sanitaire en milieu scolaire.

Cette rencontre a connu une forte assistance de la part de la famille de l'éducation, le secteur sanitaire et les représentants des médias de même que d'autres institutions, à savoir les services de sécurité, l'environnement et la Protection civile.

Les objectifs de cette journée de sensibilisation selon le directeur de l'éducation, M. Chermate Djilali, sont «de sensibiliser le corps éducatif de l'importance du côté sanitaire dans le rendement scolaire, et cela à travers plusieurs communications qui montrent la valeur de la prévention sanitaire en milieu scolaire dans le but de la lutte contre les différentes pathologies, mais sans oublier le côté moral et la lutte contre les différents fléaux sociaux qui guettent nos enfants tels le tabagisme, la drogue et la violence».

Le directeur de la santé, à son tour, a souligné dans son discours le rôle de sa direction dans l'encadrement sanitaire à travers l'installation des équipements nécessaires et la mobilisation d'un personnel spécialisé pour la prise en charge sanitaire des élèves. «Un programme est mis en place afin d'améliorer la santé des élèves, les 38 unités de dépistage et de suivi (UDS) installées au niveau des différents établissements scolaires des 38 communes de la wilaya sont équipées et encadrées par 250 spécialistes (entre médecins généralistes, dentistes, psychologues et infirmières), elles seront renforcées désormais par d'autres UDS, et ce, dans le but d'améliorer le service dédié aux élèves que ce soit à travers les différents types de soins, le dépistage, ou l'orientation vers les hôpitaux si nécessaire. Outre cela, les travaux pour la réalisation d'un centre de référence dédié aux enfants seront lancés durant le premier semestre 2016».

Plusieurs communications ont été présentées par des spécialistes de la santé publique, de l'éducation, l'environnement et la Sûreté, où les conférenciers ont insisté sur le côté préventif et le dépistage précoce des différentes maladies et problèmes qui peuvent minimiser le rendement scolaire, mais ce qui a été observé durant cette rencontre, c'est l'absence des chiffres et des statistiques qui peuvent expliquer et approcher la situation sanitaire de nos enfants au large public, ainsi que la plupart des discours qui ont négligé un côté important dans la vie des élèves, celui qui concerne leur santé mentale. Pour conclure, il faut dire qu'une bonne santé est une condition de base pour une scolarité réussie, et un niveau d'éducation élevé favorise la mise en œuvre de comportements favorables à la santé, c'est-à-dire «un esprit sain dans un corps sain».

A. Rahmane

UNIVERSITÉ DE SIDI-BEL-ABBÈS

200 étudiants en électrotechnique boycottent les cours

Depuis dimanche dernier, quelque 200 étudiants de troisième année LMD en électrotechnique de l'université Djilali-Liabès de Sidi-Bel-Abbès sont en grève pour exiger des stages pratiques pour se former.

D'après eux, l'année universitaire est bien entamée et aucun stage pratique n'est programmé pour eux, qui sont en troisième année LMD, donc en fin de cycle de la licence. Les étudiants qui sont à leur deuxième jour de grève menacent de maintenir leur mouvement de contestation jusqu'à ce que leur revendication soit satisfaite, une revendication qui n'est que légitime jugent-ils.

A. M.